

# Imams, loi du talion et syndicalisme confessionnel

**Durant ce mois de mars qui s'achève, on a vu les imams, d'habitude réservés comme il sied aux gens pieux et sages, subitement monter au créneau au moins à deux reprises : d'abord pour appeler à l'application du «quissas» et manifester leur opposition à une improbable abolition de la peine de mort, ensuite pour annoncer qu'ils s'organisaient en syndicat des travailleurs salariés, affiliés à l'UGTA.**

Le premier fait a, comme par miracle, relégué au second plan les affaires Sonatrach et les scandales de corruption qui secouaient le pays. Le second fait a révélé au grand jour, en même temps qu'un début de confessionnalisation de l'UGTA, une habile opération de recrutement de militants religieux, utiles pour les prochaines échéances électorales. Ces deux faits, assurément très peu banals, quasi concomitants et apparemment convergents, méritent qu'on s'y intéresse.

S'agissant de la peine de mort, tout le monde sait qu'elle est inscrite dans notre code pénal et notre code de justice militaire. Depuis l'indépendance, elle a été prononcée maintes fois et plusieurs exécutions ont eu lieu. Aujourd'hui encore, elle est parfois requise par les procureurs qui sont placés sous l'autorité hiérarchique du ministre de la Justice, et il arrive qu'elle soit prononcée par nos tribunaux criminels. Mais, depuis à peu près une quinzaine d'années, aucune exécution n'a eu lieu ni dans

sion «religieuse», depuis l'affaire criminelle de la ville Ali Mendjeli, qui a donné lieu à des mouvements de foules au cours desquels, sous le prétexte de l'application du «quissas», on a appelé au lynchage public des deux présumés coupables.

Ce mot «quissas» résonne encore à l'intérieur des mosquées où il est diversement interprété ! C'est devenu un sujet de disputes et de polémiques dangereuses pour la paix publique qu'il conviendrait de faire cesser au plus vite. Car le «quissas» n'est synonyme ni de lynchage, ni de vengeance, ni même d'exécution

**Le syndicat des imams et des gens du culte n'est apparemment ouvert qu'aux hommes du culte, à condition qu'ils soient des salariés de l'Etat... La création chez nous d'un syndicat des imams, vue sous cet angle, n'est à mon avis qu'une opération politique. Au demeurant, il reste un grand nombre de questions à résoudre pour être fixé sur les tenants et les aboutissants de cette création.**

capitale systématique et automatique ! Certes, en droit musulman classique, l'homicide volontaire est en principe punissable de mort. Mais cette peine n'est pas exécutée, quand les ayants droit de la victime, c'est-à-dire ses ascendants ou ses descendants ou ses collatéraux, décident de pardonner au coupable et acceptent une compensation pécuniaire.

Le texte sacré de référence est clair, net et précis sur ce point

qui militent contre la peine de mort proposent son abolition pure et simple, soit par la loi soit par la Constitution. En vérité, il existe bien une autre alternative : elle consisterait à ne prévoir la peine de mort que pour certains crimes limitativement énumérés. On peut par ailleurs être plus restrictif en décidant que la peine de mort ne peut être prononcée par les juges qu'à l'unanimité, ou par quatre voix sur cinq, puisque les tribunaux criminels sont formés de trois magistrats et de deux jurés. Ainsi, on voit bien qu'il est possible de débattre de la peine de mort, sans se

traiter de mécréants ou d'obscurantistes, et sans brandir ni le Livre Saint ni la Déclaration universelle des droits de l'homme ! Cela étant dit, je pense personnellement qu'une abolition pure et simple de la peine de mort en Algérie est impossible en l'état actuel de l'opinion publique algérienne. Il suffirait en plus qu'éclate, ce qu'à Dieu ne plaise, une autre affaire du type de celle de la ville Ali Mendjeli, pour que la loi d'abolition qui serait par extraordinaire prise, soit elle-même à son tour abrogée. En tout cas, ma conviction est qu'aucune loi ne peut aller à l'encontre de la volonté populaire et qu'aucun Parlement n'acceptera de se faire hara-kiri en votant une loi rejetée d'avance par les électeurs !

S'agissant à présent de la syndicalisation des imams et des hommes du culte, opération récemment finalisée et officiellement annoncée par la presse, cela est à mon avis la chose la plus étrange qu'on ait jamais vue dans un pays musulman. En effet, on ne connaît pas d'exemple identique dans aucun autre pays musulman. Une fois encore l'Algérie a innové, mais cette innovation n'est pas très heureuse et laisse perplexe. Notre presse a récemment rapporté que

**En effet, le pouvoir exécutif continue à faire requérir la peine de mort par ses procureurs, et quand celle-ci est prononcée, il en suspend l'exécution ! Or, un moratoire est par définition provisoire et une suspension sine die qui s'analyse en un «déni de justice».**

pour Bouguerra Soltani, le président du parti islamiste MSP, cette syndicalisation du corps des imams est tout simplement, je le cite «une hérésie», donc pas seulement une contestable innovation mais franchement «une bidaâ». D'autres n'y voient qu'une opération de récupération lancée par l'UGTA sur les imams qui sont d'effi-

Par Zineddine Sekfali

caces rabatteurs d'électeurs et d'électrices d'autant plus qu'ils disposent gratuitement et en exclusivité, dans plusieurs milliers de mosquées, de tribunes d'où il est possible de passer des messages électoraux. Pour d'autres, ce sont les imams qui sont en train d'infiltrer l'UGTA, car la récupération de cette organisation de masse, toujours proche du pouvoir politique, peut être payante pour les partis islamistes ou certains d'entre eux...

Pour d'autres, enfin, cette alliance entre le syndicat et le corps religieux n'est qu'un «remake» à l'algérienne, des vieux films italiens des années 1950, avec les personnages de Peppone et Don Camillo : on ne peut qu'en rire ! J'avoue que cela a été ma première réaction quand j'ai lu la presse qui a annoncé la création de ce syndicat !

J'ajouterais à ceux qui pourraient faire un parallèle avec des expériences occidentales que le seul exemple de syndicat confessionnel que l'on connaisse est la CFTC créée en 1919, en France pour contrer l'influence de la CGT qui fut pendant longtemps un syndicat révolutionnaire et marxiste. La CFTC se revendique encore de la doctrine sociale chrétienne, développée par l'Eglise catholique. Mais à la différence de ce que l'UGTA et les imams sont en train de monter, la CFTC n'a jamais été un syndicat de curés ni d'hommes du culte !

C'est un syndicat auquel peut adhérer toute personne, homme ou femme, tout travailleur salarié qui se reconnaît dans les valeurs sociales du christianisme. Or, le syndicat des imams et des gens du culte n'est apparemment ouvert qu'aux hommes du culte, à condition qu'ils soient des salariés de l'Etat... La création chez nous d'un syndicat des imams, vue sous cet angle, n'est à mon avis qu'une opération politique. Au demeurant, il reste un grand nombre de questions à résoudre, pour être fixé sur les tenants et les aboutissants de cette création. Parmi ces questions, on citera les suivantes : les intéressés auront-ils le droit de faire grève ? Placer des piquets de grève devant les mosquées ? Manifester dans les rues ? Tenir des «sit-in» ? S'organiser en sections syndicales ? Poursuivre en justice en

les affaires de terrorisme ni dans les affaires de droit commun.

Les autorités gouvernementales expliquent cela par le fait qu'elles ont adopté un moratoire sur les exécutions capitales, ce qui veut dire qu'elles ont décidé, sans toutefois inscrire cela dans un texte législatif ou réglementaire, de ne plus exécuter de condamné à mort. Mais cette situation est quelque peu kafkaïenne. En effet, le pouvoir exécutif continue à faire requérir la peine de mort par ses procureurs, et quand celle-ci est prononcée, il en suspend l'exécution ! Or, un moratoire est par définition provisoire et une suspension sine die s'analyse en un «déni de justice».

Il y a donc, dans le moratoire sur la peine de mort, comme une sorte d'impasse dans laquelle l'Etat s'est lui-même fourvoyé. Ce qui rend encore la situation plus compliquée à résoudre, c'est que le débat sur la peine de mort, jusque-là limité à des cercles restreints, a pris une dimen-

(Sourate II Verset 178). Ajoutons que le code pénal actuel punit de mort l'assassinat, c'est-à-dire l'homicide volontaire commis avec guet-apens ou préméditation, ainsi que le meurtre précédé, accompagné ou suivi d'un autre crime, ce qui a priori est le cas dans l'affaire de la ville Ali Mendjeli et point n'est besoin donc d'en appeler à l'application du «quissas» dans cette affaire. C'est du reste ce que je crois avoir compris des propos tenus par cheikh Bouamrane, président du Haut Conseil islamique, au sujet des lois applicables dans cette affaire, propos que j'approuve et partage entièrement.

Ce qu'il faut par contre régler rapidement, c'est la situation de gel auquel a abouti le moratoire sur la peine de mort. Des solutions existeraient. Les condamnations à mort rendues contradictoirement et devenues définitives – il ne doit pas en avoir beaucoup – pourraient être toutes graciées. Pour l'avenir, ceux

tant que syndicat ?, etc. Je terminerai cet article, inspiré directement de deux égrègements de l'actualité, par ces quelques mots : il est impérieux et dans l'intérêt de tous de sortir la religion du champ des conflits politiques et des manœuvres politiques.

Z. S.